

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

GLISY, le 3 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TETARD HAUDIQUEZ GRISONI (THG)

35, rue Tournière
80130 Béthencourt-sur-Mer

Références : 2023-E30112
Code AIOT : 0005101995

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2023 dans l'établissement TETARD HAUDIQUEZ GRISONI (THG) implanté 35, rue Tournière 80130 Béthencourt-sur-Mer. L'inspection a été annoncée le 12/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'accident industriel survenu le 26 septembre 2019 à Rouen a montré l'importance de pouvoir disposer rapidement d'un état des stocks, à la fois pour la gestion de l'accident par les services de secours et la communication de crise par la préfecture. L'inspection réalisée s'inscrit dans le cadre d'une action régionale visant à contrôler la mise en œuvre de la tenue d'un état des matières stockées et la disponibilité de cet état.

Toutefois, au vu des conditions de stockages de certains produits chimiques constatées sur site, l'inspection des installations classées a élargi les points de contrôles prévus initialement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TETARD HAUDIQUEZ GRISONI (THG)
- 35, rue Tournière 80130 Béthencourt-sur-Mer
- Code AIOT : 0005101995
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société THG conçoit et produit des éléments de robinetterie de luxe sur la commune de Béthencourt-sur-Mer. Ces activités sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 novembre 2011.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- état des stocks
- produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
9	Etat des matières stockées – généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
10	Etat des matières stockées - fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Situation administrative : rubrique n° 3260	AP Complémentaire du 31/05/2018, article 2
2	Situation administrative : rubrique n° 2565-2.a	AP Complémentaire du 31/05/2018, article 2
3	Situation administrative : rubrique n° 1111-2	AP Complémentaire du 24/11/2011, article 1.2.1
4	Situation administrative : rubrique n° 2564	AP Complémentaire du 24/11/2011, article 1.2.1
5	Situation administrative : rubrique n° 2552-2	AP Complémentaire du 24/11/2011, article 1.2.1
6	Situation administrative : rubrique n° 1131-2	AP Complémentaire du 24/11/2011, article 1.2.1
7	Situation administrative : rubrique n° 1111-1	AP Complémentaire du 24/11/2011, article 1.2.1
8	Situation administrative : rubrique n° 2560-2	AP Complémentaire du 24/11/2011, article 1.2.1
12	Etiquetage	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 11
13	Rétentions	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.II

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors du contrôle, il a notamment été constaté :

- que la situation administrative des installations classées exploitées sur le site n'était pas à jour ;
- que les états des stocks des produits chimiques et autres matières combustibles n'étaient pas complets ;
- que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les fiches de données de sécurité d'une partie des produits présents sur son site ;
- la présence de 2 armoires métalliques contenant de nombreux produits chimiques inutilisés, non ou mal étiquetés, sans rétention et sans justification de leur compatibilité de stockage.

Concernant la situation administrative des installations exploitées sur le site, l'exploitant a été invité à transmettre un dossier de porter-à-connaissance au préfet de la Somme afin de mettre à jour sa situation administrative au regard des évolutions opérées sur son site et des évolutions de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Sur les autres points contrôlés, l'exploitant a fait preuve de réactivité pour lever, dès le lendemain de la visite d'inspection, les non-conformités concernant :

- la complétude de l'état des stocks des autres matières combustibles ;
- les produits stockés dans les 2 armoires métalliques précitées (élimination des produits non utilisés, achat d'une armoire de stockage adaptée et stockage des produits selon leur compatibilité).

Toutefois, l'état des stocks des produits chimiques n'est toujours pas complet et les fiches de données de sécurité des produits contrôlés n'ont pas été présentées. Par conséquent, l'inspection des installations classées propose d'engager une procédure de mise en demeure sur ces 2 points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative : rubrique n° 3260

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2018, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique n° 3260
Prescription contrôlée : Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectés au traitement est supérieur à 30 m ³ : 44.399 m ³ (autorisation)
Constats : L'exploitant a présenté un tableau de synthèse permettant de visualiser la composition de chaque bain de traitement avec les volumes associés. Le volume total des cuves dédiées au traitement de surface est de 40,546 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Situation administrative : rubrique n° 2565-2.a

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2018, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique n° 2565-2.a
Prescription contrôlée : Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanures). Le volume des cuves de traitement étant supérieur à 1500 litres : 44 399 litres (enregistrement)
Constats : L'exploitant a présenté un tableau de synthèse permettant de visualiser la composition de chaque bain de traitement avec les volumes associés. Le volume total des cuves dédiées au traitement de surface est de 40,546 m ³ dont : <ul style="list-style-type: none">- 1 chaîne manuelle de 7,735 m³ ;- 1 chaîne auto de 24,690 m³ ;- 1 chaîne de décapage de 1,950 m³ ;- 1 chaîne de démétallisation de 6,171 m³.
Observations : Cette rubrique a été modifiée par le décret n° 2019-292 du 9 avril 2019. Même si cette activité reste soumise à enregistrement, l'exploitant n'a pas sollicité le bénéfice de l'antériorité pour cette activité. L'exploitant devra transmettre au préfet un dossier de porter-à-connaissance afin de mettre à jour l'ensemble de la situation administrative de son site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Situation administrative : rubrique n° 1111-2

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/11/2011, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique n° 1111-2
Prescription contrôlée : Emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques liquides : 4 tonnes (autorisation).
Constats : L'exploitant a présenté une copie de la demande de bénéfice d'antériorité faite pour cette activité par courrier du 31 mai 2015.
Observations : Cette rubrique est supprimée depuis le 1er juin 2015 (décret n° 2014-285 du 3 mars 2014). La demande de bénéfice d'antériorité transmise par l'exploitant, n'est en l'état pas assez détaillée pour pouvoir identifier le classement actuel de cette activité (rubrique n° 4XXX de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement). L'exploitant devra transmettre au préfet un dossier de porter-à-connaissance afin de mettre à jour l'ensemble de la situation administrative de son site.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Situation administrative : rubrique n° 2564

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/11/2011, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique n° 2564
Prescription contrôlée : Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces utilisant des liquides organohalogénés ou des substances organiques : 300 litres (déclaration).
Constats : L'exploitant a présenté un tableau de synthèse permettant de visualiser la composition de chaque bain de traitement avec les volumes associés. A priori, il n'y aurait plus de bains de traitement classés sous la rubrique n° 2564.
Observations : Cette rubrique a été modifiée par les décrets n° 2013-1205 du 14 décembre 2013 et n° 2019-292 du 9 avril 2019. L'exploitant n'a ni sollicité le bénéfice de l'antériorité pour cette activité ni réalisé les démarches de cessation d'activités. L'exploitant devra transmettre au préfet un dossier de porter-à-connaissance afin de mettre à jour l'ensemble de la situation administrative de son site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Situation administrative : rubrique n° 2552-2

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/11/2011, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique n° 2552-2
Prescription contrôlée : Fonderie de métaux et alliages non-ferreux : 0.3 t/j (déclaration avec contrôle périodique).
Constats : L'exploitant a présenté pour l'année 2022 : <ul style="list-style-type: none"> - les factures de l'ensemble des commandes de laiton indiquant la quantité totale de laiton acheté (45,018 tonnes) ; - le nombre de jours travaillé (249 jours) ; - une estimation des consommations journalières de laiton (45,018/249, soit environ 0,18 tonnes/jour). L'exploitant a également présenté le suivi journalier de la quantité de laiton coulée pour le mois d'avril 2023 (production maximale journalière de 0.57 tonnes).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Situation administrative : rubrique n° 1131-2

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/11/2011, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique n° 1131-2
Prescription contrôlée : Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques liquides : 1.642 tonne (déclaration).
Constats : L'exploitant a présenté une copie de la demande de bénéfice d'antériorité faite pour cette activité par courrier du 31 mai 2015.
Observations : Cette rubrique est supprimée depuis le 1er juin 2015 (décret n° 2014-285 du 3 mars 2014). La demande de bénéfice d'antériorité transmise par l'exploitant, n'est en l'état pas assez détaillée pour pouvoir identifier le classement actuel de cette activité (rubrique n° 4XXX de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement). L'exploitant devra transmettre au préfet un dossier de porter-à-connaissance afin de mettre à jour l'ensemble de la situation administrative de son site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Situation administrative : rubrique n° 1111-1

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/11/2011, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique n° 1111-1
Prescription contrôlée : Emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques solides : 290 kg (déclaration avec contrôle périodique).
Constats : L'exploitant a présenté une copie de la demande de bénéfice d'antériorité faite pour cette activité par courrier du 31 mai 2015.
Observations : Cette rubrique est supprimée depuis le 1er juin 2015 (décret n° 2014-285 du 3 mars 2014). La demande de bénéfice d'antériorité transmise par l'exploitant, n'est en l'état pas assez détaillée pour pouvoir identifier le classement actuel de cette activité (rubrique n° 4XXX de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement). L'exploitant devra transmettre au préfet un dossier de porter-à-connaissance afin de mettre à jour l'ensemble de la situation administrative de son site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Situation administrative : rubrique n° 2560-2

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/11/2011, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique n° 2560
Prescription contrôlée : Travail mécanique des métaux et alliages : 180kW (déclaration).
Constats : L'exploitant a présenté un tableau de synthèse permettant de visualiser les différentes machines exploitées pour l'activité de travail mécanique des métaux. L'inspection des installations classées a indiqué à l'exploitant qu'il devait prendre en compte la puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation. Il ne peut pas affecter un taux d'utilisation des machines pour estimer la puissance effective des machines. Par conséquent, selon les éléments transmis par l'exploitant, la puissance des machines associée à cette activité est de 506 kW et non de 180 kW comme indiqué à l'article 1.2.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 24 novembre 2011. Néanmoins, cette activité reste soumise au régime de la déclaration.
Observations : Cette rubrique a été modifiée par les décrets n° 2013-1205 du 14 décembre 2013 et n° 2017-1595 du 21 novembre 2017. L'exploitant n'a pas sollicité le bénéfice de l'antériorité pour cette activité. L'exploitant devra transmettre au préfet un dossier de porter-à-connaissance afin de mettre à jour l'ensemble de la situation administrative de son site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Etat des matières stockées – généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités sur l'état des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : <u>Pour les produits chimiques</u> , l'exploitant a présenté un état des stocks des produits chimiques stockés sur le site. Cet état des stocks comprend la désignation des produits (noms commerciaux), les quantités totales stockées (en litres ou kg), les risques et phrases de risques associées. L'exploitant a déclaré que cet état des stocks était mis à jour toutes les semaines. L'exploitant teste actuellement un nouveau système de référencement de ses produits chimiques (application SORTLY) qui permet, à l'aide de QR codes, de disposer d'un état des stocks instantané et plus fiable. L'inspection des installations classées a formulé des observations pour rendre plus opérationnel cet état des stocks de produits chimiques (cf observations ci-après).

<p>Lors du contrôle, il a été constaté la présence de produits chimiques non répertoriés dans l'état des stocks présenté (exemples : sodium cyanide, auruna 220, acide sulfurique 96-98 %, ecocool global 20, acide chlorhydrique 32 %, etc.). Sur ce point, l'inspection des installations classées propose d'engager une procédure de mise en demeure.</p> <p><u>Pour les autres matières combustibles</u>, l'exploitant a présenté un état des stocks des papiers et cartons stockés sur le site daté du 31 décembre 2022 (195 m³). Le jour du contrôle, il a été constaté la présence de produits combustibles non répertoriés dans l'état des stocks présenté (exemples : palettes de bois vides, stockages de déchets de cartons en vrac ou en balles, bennes de déchets non dangereux, stockage de déchets plastiques, stockage de chiffons, stockage d'aérosols, etc.). A l'issue du contrôle, l'exploitant a présenté un nouvel état des stocks mis à jour relatif aux matières combustibles autres que les produits chimiques (342 m³). L'inspection des installations classées a formulé des observations pour rendre plus opérationnel l'état des stocks des autres matières combustibles (cf observations ci-après).</p>
<p>Observations :</p> <p><u>Pour les produits chimiques</u>, l'exploitant a été invité à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - améliorer l'identification des produits chimiques stockés sur son site au-delà du nom commercial (exemples : distinguer les différentes catégories de produits stockés comme les acides, les bases, les huiles, etc.) ; - ajouter les rubriques ICPE associées à chaque produit chimique stocké et les quantités de chaque type de stockage en cohérence avec les rubriques ICPE (exemple : en tonne si la rubrique ICPE est en tonne) ; - mettre à jour la date du fichier de suivi de l'état des stocks des produits chimiques. <p><u>Pour les autres matières combustibles</u>, l'exploitant a été invité à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - améliorer l'identification des matières stockées (exemple : préciser le type de matières combustibles et pas uniquement sa localisation et son volume) ; - mettre à jour régulièrement le fichier de suivi de l'état des stocks des autres matières combustibles ; - mettre à jour la date du fichier de suivi de l'état des stocks des autres matières combustibles.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Etat des matières stockées - fiches de données de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Fiches de données de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p>

<p>Constats :</p> <p>Le jour du contrôle, l'exploitant a présenté la fiche de données de sécurité du produit suivant présent sur son site : sodium cyanide.</p> <p>En revanche, il n'a pas été en mesure de présenter les fiches de données de sécurité des produits suivants présents sur son site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - acide chlorhydrique 32 % ; - acide sulfurique à 96-98%. <p>Sur ce point, l'inspection des installations classées propose d'engager une procédure de mise en demeure.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant a été invité à améliorer la recherche des FDS associée à chaque produit chimique présent sur le site (exemple : inclure des liens hypertextes dans son tableau de suivi de l'état des stocks renvoyant vers les FDS associées aux différents produits chimiques stockés sur le site).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 12 : Etiquetage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 11</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté, dans 2 armoires métalliques situées derrière le laboratoire du local de traitement de surface, la présence de nombreux produits chimiques en petits contenants sans les noms d'origine des substances et préparations (exemple : bidon de bain de nickel contenant a priori du cyanure) et/ou sans leurs symboles de danger (exemples : acétate de plomb, sulfate de zinc).</p> <p>Dès le lendemain du contrôle, l'exploitant a transmis un bon de commande passé auprès de la société METOSTOCK afin de faire enlever d'ici la fin de la semaine les produits chimiques de laboratoire non utilisés et/ou non étiquetés présents dans les 2 armoires. Au vu des actions engagées par l'exploitant, l'inspection des installations classées propose de ne pas engager de procédure de mise en demeure.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant devra, sous un délai de 15 jours, transmettre les justificatifs d'enlèvement effectif de l'ensemble des produits inutilisés et/ou non étiquetés présents dans les 2 armoires précitées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 13 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.II
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Prescription contrôlée : [...] Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres ;- dans le cas de liquide inflammable, 50 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres.
Constats : Il a été constaté, dans 2 armoires métalliques situées derrière le laboratoire du local de traitement de surface, la présence de nombreux produits chimiques liquides en petits contenants sans rétention. Dès le lendemain du contrôle, l'exploitant a commandé une armoire de stockage spécifique dédiée aux produits chimiques (coût : 890,40 euros). Cette armoire doit être réceptionnée au plus tard semaine 32. Dans cette attente, il s'est engagé à stocker les produits contenus dans ces armoires sur des rétentions existantes en vérifiant leur compatibilité de stockage. Au vu des actions engagées par l'exploitant, l'inspection des installations propose de ne pas engager de procédure de mise en demeure pour le moment.
Observations : L'exploitant devra, sous un délai de 15 jours, transmettre les justificatifs d'enlèvement effectif de l'ensemble des produits inutilisés et/ou non étiquetés présents dans les 2 armoires précitées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet